

Hong Kong : La Chine taxe de « séparatistes » 12 Hongkongais arrêtés en fuyant

mardi 15 septembre 2020, par [AFP](#) (Date de rédaction antérieure : 14 septembre 2020).

L'inquiétude grandissait lundi quant au sort d'un groupe de 12 Hongkongais arrêtés par la Chine en fuyant par la mer l'ex-colonie britannique, et qu'un responsable chinois a présentés comme des « séparatistes ».

L'inquiétude grandissait lundi quant au sort d'un groupe de 12 Hongkongais arrêtés par la Chine en fuyant par la mer l'ex-colonie britannique, et qu'un responsable chinois a présentés comme des « séparatistes ».

Les autorités ont affirmé que les 12 personnes interceptées en août à bord d'une vedette rapide, tentaient de fuir à Taïwan. Ils ont été remis aux autorités de la ville chinoise de Shenzhen.

Certains des fugitifs étaient sous le coup de poursuites dans l'ex-colonie britannique pour leur implication dans les manifestations prodémocratie de 2019 à Hong Kong.

La Chine affirme que ce groupe est détenu pour avoir illégalement cherché à franchir la frontière, mais certains s'inquiètent qu'ils soient poursuivis pour des infractions à la sécurité nationale passibles de la peine de mort ou de la perpétuité.

Les autorités ont tenté de dissuader des avocats de Chine continentale désignés par les membres des familles de les représenter, selon des sources proches du dossier.

Dimanche, la porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères Hua Chunying a laissé entendre que le groupe pourrait être traité comme présentant une menace pour la sécurité nationale chinoise.

Collusion avec l'étranger

« Ils ne sont pas des activistes démocrates, mais des éléments cherchant à séparer Hong Kong de la Chine », a déclaré M^{me} Hua sur Twitter, après que son homologue au Département d'Etat américain eut fait part de ses inquiétudes quant à la disparition du groupe au sein d'un système judiciaire chinois opaque et politisé.

Les autorités ont confirmé dimanche soir le placement en détention du groupe, plus de 20 jours après l'arrestation.

Deux sources informées sur cette affaire ont affirmé lundi que des avocats de Chine continentale nommés par les familles étaient l'objet de pression pour qu'ils cèdent le dossier à des avocats proches du pouvoir chinois.

Les organisations de défense des droits de l'Homme dénoncent de longue date le recours, en Chine, à des « avocats nommés par le gouvernement ».

Un des avocats nommés par les familles a expliqué que cela permettrait au pouvoir de renforcer son contrôle sur ces dossiers.

« Au final, le prévenu aura face à lui cet avocat nommé par le gouvernement, la police, l'accusation et le tribunal », a mis en garde cet avocat sous couvert de l'anonymat.

Samedi, les familles des 12 fugitifs ont expliqué lors d'une conférence de presse pleine d'émotion qu'elles n'avaient aucune idée du lieu où leurs proches étaient détenus et que les avocats qu'elles avaient désigné s'étaient plusieurs fois vu refuser l'accès à leur client.

James To, un avocat hongkongais pro-démocratie a fustigé les propos de M^{me} Hua, selon lesquels les 12 personnes seraient des séparatistes, en affirmant qu'ils n'avaient jamais eu l'intention d'aller en Chine.

« Quoi qu'ils aient fait, ils l'ont fait à Hong Kong et ils devraient être jugés à Hong Kong », a-t-il dit à l'AFP.

De son côté, l'exécutif hongkongais, qui est aligné sur Pékin, a affirmé qu'il n'envisagerait de demander à Pékin la remise des 12 qu'une fois que les poursuites judiciaires les y visant seraient terminées, soient potentiellement à l'issue de leur période de détention s'ils sont condamnés.

Ni Hong Kong, ni Pékin n'a donné l'identité des 12.

Mais lundi, le ministre hongkongais de la Sécurité John Lee a confirmé les chefs d'accusations pour lesquels les 12 étaient recherchés par la justice hongkongaise.

Dix ont ainsi été inculpés pour « fabrication ou possession d'explosifs, incendie criminel, complot, émeute, agression d'officiers de police et possession d'armes offensives », a-t-il indiqué sur un blog officiel.

Un 11^e est soupçonné de « possession ou fabrication d'explosifs » et le dernier est recherché pour « collusion avec les forces étrangères », une infraction définie par la nouvelle et drastique loi sur la sécurité nationale que Pékin vient d'imposer à Hong Kong.

Agence France-Presse

P.-S.

• Mediapart. 14 septembre 2020 :
<https://www.mediapart.fr/journal/fil-dactualites/140920/la-chine-taxe-12-hongkongais-arretes-en-fuyant-de-separatistes>

Mediapart n'a pas participé à la rédaction de cette dépêche, qui fait partie du flux automatisé de l'Agence France-Presse (AFP). L'AFP est une agence de presse mondiale d'origine française fournissant des informations rapides, vérifiées et complètes sur les événements qui font l'actualité nationale et internationale, utilisables directement par tous types de médias.